

Déclaration de Boycott CTL du 17 janvier 2020

Monsieur le Président,

Comme chaque année, la DGFIP, cible privilégiée des différents gouvernements depuis près de vingt ans, va devoir absorber cette nouvelle vague de 1 500 suppressions d'emplois, qui sera suivie d'une autre vague de 3 400 postes pour 2021 et 2022. Si la Direction Générale nous parle avec cynisme d'un niveau bas de suppressions, ces chiffres s'ajoutent aux plus de 40 000 postes supprimés depuis 2002. Cette politique dogmatique et aveugle se fait en dépit de la réalité du terrain, au nom de la sacro-sainte logique comptable des économies budgétaires nécessaires à notre pays.

Comment peut-on parler d'économies, quand on supprime des lits à l'hôpital public alors que, dans le même temps, on subventionne les cliniques privées ?

Comment peut-on parler d'économies, quand on supprime des classes dans l'éducation nationale alors que, dans le même temps, on subventionne les écoles privées ?

Comment peut-on parler d'économies, quand on supprime les trésoreries de proximité, les SIP et SIE des petites villes alors que, dans le même temps, on rétribue une société privée, la Banque Postale, pour exercer un semblant de service de proximité, on rétribue les buralistes pour encaisser des recettes publiques ?

Comment peut-on parler d'économies, quand on diminue les allocations chômage, quand on veut faire passer en force une réforme des retraites privilégiant la capitalisation alors que, dans le même temps, on dépense sur 5 années de CICE 100 milliards d'euros au bénéfice des entreprises sans aucune contrepartie de leur part ? Pire encore : le CICE est remplacé par des exonérations de cotisations patronales à hauteur de 20 milliards d'euros par an que l'État n'a décidé de compenser que jusqu'à 5 milliards. C'est creuser volontairement le déficit de la sécurité sociale de 15 milliards par an !

C'est une véritable stratégie de privatisation de l'ensemble de notre service public, de notre modèle social de redistribution, avec pour seule finalité de servir les intérêts des quelques-uns qui ont déjà tout ! Par cette diminution des recettes créée de toutes pièces, le gouvernement joue le jeu de la « **politique des caisses vides** », stratégie utilisée avec succès dans les pays anglo-saxons et intitulée « **starving the beast** ». Cette stratégie consiste à générer d'abord un déficit pour ensuite justifier politiquement une réforme impopulaire, au nom de la « bonne gestion ». Cette stratégie a été mise en place pour réformer de nombreux services publics (hôpitaux, SNCF...) et la Sécurité Sociale dans son ensemble. « **Les pressions des marchés pourraient réussir là où les autres approches ont échoué. Lorsqu'elles font face à des conditions insoutenables, les autorités nationales saisissent souvent l'occasion pour mettre en œuvre des réformes considérées comme difficiles.** » note publiée en 2010 par le FMI (Fonds Monétaire International).

A la DGFIP, la direction générale n'a pas fait autre chose. Le déficit d'emplois creusé inlassablement d'année en année nous amène à un point de rupture. Notre administration n'est plus en capacité d'absorber les suppressions de postes et tous les changements organisationnels imposés par les gouvernements successifs.

En Charente maritime, 17 nouvelles suppressions en 2020, viennent s'ajouter aux précédentes !

Pour mémoire, nous étions **1 107 agents en 2009**, nous ne serons plus que **829 en 2020 ! 278 postes supprimés, soit 25 % de l'effectif ! 274 agents de catégorie C et B en moins !**

En suivant les préconisations du Comité Action Publique 2022, le ministère a décidé d'externaliser et de privatiser une partie de nos missions. Pour cela, la loi de la Transformation de la Fonction Publique et le Nouveau Réseau de Proximité sont les outils indispensables pour permettre au gouvernement d'organiser une casse sans précédent des services des finances publiques.

Le conflit des retraites s'enlise du fait de la position dogmatique du gouvernement. De même, à la DGFIP et à la DDFIP 17, la situation de blocage du dialogue social, rarement atteinte dans notre administration, creuse le profond fossé entre les directeurs et les agents.

Pourtant, chaque courrier du Ministre, du directeur général ou de vous-même, Monsieur le Directeur, met en avant une « **large concertation** » avec l'ensemble des partenaires. Permettez-nous de vous en rappeler ici la définition :

La concertation est l'action, pour plusieurs personnes, de s'accorder en vue d'un projet commun. Elle se distingue de la négociation en ce qu'elle n'aboutit pas nécessairement à une décision, mais qu'elle vise à la préparer.

Depuis les annonces du NRP, et tout particulièrement pour la Charente maritime, vous connaissez la position des représentants du personnel, des agent(e)s et des élus locaux du département.

Les agents du département l'ont signifiée à travers la votation avec 97 % de suffrages contre ce projet.

Les élus l'ont signifiée avec des motions votées par le Conseil Départemental, la CARO de Rochefort, la CARA de Royan, la CDC de Haute-Saintonge, la CDA de Saintes et des Conseils municipaux.

Plus de 5 000 signatures d'usagers ont été collectées devant les CFP et les trésoreries contre ce projet.

Malgré cela, vous avez validé une version 3 en décembre qui, derrière des antennes provisoires ou pérennes pour faire passer la « pilule » aux élus et aux agents, reviendra dans sa quasi totalité à la 1ère version d'ici 2025. Vous affirmez que la période de concertation est terminée et que vous n'avez pas besoin de l'aval des élus pour dérouler ce projet sur les 3 années à venir.

Aucune concertation n'a eu lieu. Si vous vous targuez d'avoir rencontré l'ensemble des agents du département, ce n'est certainement pas pour leur demander leur avis, mais simplement pour leur faire accepter bon gré mal gré ce projet. Quant aux élus, le seul choix qui leur est proposé est un substitut à la fermeture des services de la DDFIP, en les incitant à prendre en charge des Maisons France Service ou des permanences en mairie.

Vous n'hésitez pas à mentir aux agent(e)s en leur promettant une garantie à la commune qui n'existe plus dès cette année. Vous leur laissez croire que les agents seront maîtres de leur destin, alors qu'ils vont subir une mobilité forcée fonctionnelle et/ou géographique.

Vous n'hésitez pas à mentir aux élus que vous rencontrez en leur promettant monts et merveilles, notamment du personnel qualifié pour réaliser des permanences de proximité, sachant que vous n'aurez pas les moyens d'assurer vos engagements.

Vous bafouez le dialogue social en ne respectant pas les représentants élus du personnel.

A quoi bon siéger dans des instances où, lorsque nous vous demandons en CHS-CT de repousser et rediscuter sur la mise en place de l'APRDV, vous nous présentez les mêmes documents insignifiants en CTL ?

A quoi bon siéger dans des instances où, lorsque nous votons contre un projet à l'unanimité, vous nous le représentez sans en changer une virgule ?

A quoi bon siéger dans des instances où, lorsque l'on soulève un nombre important de questions essentielles pour la gestion des agent(e)s et leur condition de travail, nous attendons toujours vos réponses ?

En votre qualité de serviteur zélé de ceux qui veulent détruire le service public, vous vous comportez avec le plus grand mépris et dédain, comme le font d'ailleurs le Président, le 1^{er} Ministre et notre Ministre. Les décisions sont déjà prises, tous les moyens sont bons pour nous les imposer. La loyauté derrière laquelle vous vous réfugiez a ses limites. Nous vous rappellerons ici que le fonctionnaire doit faire preuve de loyauté envers l'État et la Nation, mais certainement pas envers quelques personnes qui oeuvrent contre.

Aucune loyauté envers les agents que vous ne voyez que comme des variables d'ajustement à sacrifier sur l'autel de la rentabilité. Aucune loyauté envers les élus et les citoyens en vous faisant complice des mensonges du gouvernement qui promet plus de services publics, de proximité, de neutralité et d'accessibilité.

La loyauté, nous l'avons, nous aussi, mais envers une valeur qui mérite d'être défendue coûte que coûte, celle du service public gratuit, républicain et pour tous !

Par votre comportement et vos choix, vous ne nous laissez aucune autre option que celle du combat !